



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1997/NGO/48  
17 mars 1997

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-troisième session  
Point 5 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA JOUISSANCE EFFECTIVE, DANS TOUS LES PAYS, DES DROITS  
ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS PROCLAMES DANS LA DECLARATION  
UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ET DANS LE PACTE INTERNATIONAL  
RELATIF AUX DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, ET ETUDE  
DES PROBLEMES PARTICULIERS QUE RENCONTRENT LES PAYS  
EN DEVELOPPEMENT DANS LEURS EFFORTS TENDANT  
A LA REALISATION DE CES DROITS DE L'HOMME

Exposé écrit présenté par Human Rights Advocates, organisation non  
gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué  
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[13 mars 1997]

Les rapports entre la jouissance des droits de l'homme, en particulier  
les droits économiques, sociaux et culturels et le droit au développement,  
et les méthodes de travail et activités des sociétés transnationales

Introduction

1. Human Rights Advocates (HRA) <sup>1</sup>, en coordination avec le Natural Heritage Institute (NHI) <sup>2</sup>, présente l'exposé ci-après à la Commission des droits de l'homme.

2. Nous appuyons la résolution 1996/39 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités dans laquelle il est recommandé que la Commission établisse, pour une période de trois ans, un groupe de travail composé de cinq experts désignés parmi les candidats présentés par les gouvernements, chargé d'examiner les questions relatives aux effets des méthodes de travail et des activités des sociétés transnationales sur les droits économiques, sociaux et culturels et le droit au développement.

Les rapports entre les sociétés transnationales et les droits de l'homme

3. Avec la mondialisation grandissante de l'économie, les sociétés transnationales sont devenues des acteurs importants dans les pays développés et en développement. Les sociétés transnationales sont susceptibles d'apporter de nombreux avantages aux pays où elles exercent leur activité, notamment les pays en développement dont elles peuvent stimuler le développement.

4. Toutefois, les méthodes de travail et les activités des sociétés transnationales ont également de nombreux effets défavorables. Parmi les causes d'inquiétude figurent l'évolution du rapport de forces entre les sociétés transnationales et les gouvernements nationaux, l'harmonisation par le bas des normes en matière d'emploi, de consommation et d'environnement dans les Etats qui se disputent les investissements des sociétés transnationales, le fait que les sociétés transnationales ne sont pas suffisamment comptables de leurs activités devant les instances nationales et internationales, et l'absence de mécanismes internationaux globaux chargés de surveiller les opérations de ces sociétés.

5. Les sociétés transnationales exercent souvent une influence excessive sur les gouvernements et monopolisent des pans entiers de l'industrie. Leurs activités peuvent entraîner une dégradation de l'environnement ayant des répercussions dommageables aux niveaux local et mondial. Elles peuvent

---

<sup>1</sup>Human Rights Advocates est une organisation non gouvernementale qui sensibilise le public aux droits de l'homme qui sont les siens et oeuvre à leur protection dans les instances internationales et autres. Elle est dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social.

<sup>2</sup>Le Natural Heritage Institute est une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui aide et guide l'action des organismes d'intérêt public et des institutions gouvernementales dans le domaine des ressources naturelles, y compris la conservation et les droits de l'homme au niveau international.

également opérer d'une manière qui conduit à l'exploitation des employés locaux et à l'instauration de conditions de travail médiocres. Ces violations semblent particulièrement frappantes dans des branches comme l'extraction du pétrole et d'autres minéraux, l'exploitation forestière, l'agriculture, le textile et l'évacuation des déchets dangereux.

6. Au niveau international, il se dégage un consensus de plus en plus vaste selon lequel certaines activités des sociétés transnationales, notamment leur comportement face à l'environnement, ont des incidences sur la jouissance des droits de l'homme. Les droits touchés sont en particulier : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à exercer leur souveraineté permanente sur leurs richesses et leurs ressources naturelles; le droit au développement; le droit à la vie; le droit à la santé; le droit à la culture; le droit de toute personne à des conditions équitables et satisfaisantes de travail. Leurs pratiques portent en outre atteinte aux droits de certains groupes et individus, notamment les femmes, les enfants, les travailleurs migrants et les populations autochtones.

7. Les victimes des abus commis par les sociétés transnationales sont bien souvent dépourvues de voies de recours juridique car ces sociétés ne tombent pas sous la juridiction d'un seul Etat. Au niveau national, les sociétés transnationales peuvent se soustraire à leurs obligations, si les pays où elles exercent leur activité ne possèdent ni la volonté politique ni les mécanismes juridiques que supposent un respect effectif des règlements. Dans de nombreux cas, les efforts déployés en ce sens sont du reste neutralisés par la corruption des institutions judiciaires et administratives. Au niveau international, le droit international reste flou s'agissant des sociétés transnationales et du rôle revenant aux Etats dans leurs activités. L'Organisation des Nations Unies a abordé cette question dans son projet de Code de conduite sur les sociétés transnationales<sup>3</sup> où est constaté l'existence d'un lien entre les droits de l'homme et les activités des sociétés transnationales. Toutefois, les rédacteurs du projet ne sont pas parvenus à un consensus à propos de l'assujettissement des sociétés privées au droit international public.

#### Recommandations

8. Comme exposé plus haut, les méthodes de travail et les activités des sociétés transnationales peuvent influencer sur la jouissance des droits de l'homme. Nous estimons indispensable d'entreprendre une étude approfondie pour remédier à la rareté des renseignements et lever les incertitudes entourant les aspects factuels et juridiques de cette question. La Commission des droits de l'homme, en tant que principale instance de l'Organisation des Nations Unies chargée de définir les normes en matière de droits de l'homme et de fournir des mécanismes destinés à porter remède aux violations des droits de l'homme, est l'organe approprié pour superviser pareille entreprise.

9. Nous recommandons que la Commission crée un groupe de travail chargé d'étudier les rapports entre la jouissance des droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, et du droit au développement, et les méthodes de travail et les activités des

---

<sup>3</sup>Document E/C.10/1982/6 du 5 juin 1982, annexe.

sociétés transnationales. Ce groupe de travail, composé de cinq experts, se réunirait sur une période de trois ans. Il aurait pour mandat d'identifier et d'examiner les effets des activités des sociétés transnationales sur les droits de l'homme et sur l'environnement; d'enquêter sur certaines situations, de les suivre et de les analyser, et de recevoir des communications relatives à des cas liés à ces questions; de dégager le cadre juridique dans lequel inscrire les activités des sociétés transnationales; d'étudier les relations entre les sociétés transnationales, les Etats et les organisations internationales; de formuler des recommandations et des propositions dans l'optique d'une réglementation - aux niveaux national, régional et international - des méthodes de travail et des activités des sociétés transnationales.

---